



COMMUNIQUE CGT EDITIS

Suite à la suspension du livre de Guillaume Meurice

"Non content de faire planer des nuages noirs au-dessus des salarié(e)s d'Editis, qui ne savent rien de leur avenir en cas de vente de l'entreprise par Vincent Bolloré, l'actuel PDG d'Editis tire sa révérence en rééditant le "coup" d'Olivier Orban, qui déprogramma en 1993 le livre de Denis Robert "Pendant les affaires, les affaires continuent". Même argument justificatif : des attaques ad-hominem (en fait, des allusions au patron de l'entreprise) susceptibles d'entraîner des complications juridiques.

30 ans après, voilà Guillaume Meurice victime de la même mise à l'écart pour une blague visant Vincent Bolloré...

Un point commun entre les deux affaires : la liberté d'expression s'arrête à la porte du bureau du patron.

Une nouveauté de l'ère Bolloré : cette affaire survient quelques temps après le refuge offert par Bolloré à Éric Zemmour, après son lâchage par Albin Michel.

Et voilà l'atteinte à la dignité des salarié(e)s via une vente dont personne ne sait rien - hormis, on suppose, le PDG d'Editis, rejointe par l'atteinte à la liberté d'expression interne.

En toile de fond, le caractère insupportable de la concentration de tous les pouvoirs, au sein d'un conglomérat d'édition, entre les mains d'un seul homme. Et le procès de la concentration en elle-même.

La CGT condamne avec force la censure exercée contre Guillaume Meurice, tout autant que le mépris total de Vincent Bolloré pour des salarié(e)s d'Editis auxquels il dénie le droit de savoir quel sera leur avenir. Elle réitère les demandes qu'elle a formulées, en France comme auprès du parlement européen et de la commission européenne, pour que les plans de Vincent Bolloré soient enfin dévoilés."

CGT EDITIS